La Lettre
de MEDIAS-CATHOLIQUE.INFO

Nous n'avons aucun pouvoir contre la vérité, mais seulement pour la vérité.
(2 Co. XIII, 8)

2,5 € Nouvelle série - n° 44 Semaine du 20 septembre 2018

Dans ce numéro :

Naissance du Conseil Scientifique de Civitas (p.3)

Hongrie - La grande intox du parlement européen *« sur la violation des valeurs européennes »* (p.8)

Chine et Vatican ont signé l'accord sur la nomination des évêques (p. 14)

Sommaire complet en dernière page

La LETTRE
de MEDIAS-CATHOLIQUE.INFO

est une publication du site

MEDIAS-PRESSE.INFO
L'info sans concession
1er site d'information réellement catholique

Retrouvez-nous sur internet :

medias-presse.info
medias-catholique.info

1ère Université d'été du Pays Réel

Quand le président de Civitas répond aux journalistes

- politiquement incorrect garanti …

Le 27 août 2018

L'université d'été de Civitas fut l'occasion pour son président, Alain Escada, de répondre aux questions de divers journalistes.

Parmi tout ce qui a été publié, un entretien paru dans *La Nouvelle République* vaut le détour.

Extraits :

La Nouvelle République – *Civitas se présente comme le parti du « pays réel » par opposition au « pays légal »… Vous reprenez là une expression fétiche de la droite nationaliste française.*

Alain Escada – L'opposition entre " pays réel " et " pays légal ", c'est l'opposition entre la France des clochers et celle des cercles du pouvoir, de cette collusion qui existe entre une finance, une hyperclasse mondialiste et des journalistes aux ordres (…)

LNR – *Vous voulez fonder des « îlots de chrétienté aux municipales ». C'est la raison pour laquelle Civitas est passé d'association à parti politique ?*

A E – Nous voulons qu'il y ait, parmi nos membres et sympathisants (NDLR : 1.250 adhérents et 170.000 sympathisants revendiqués), un maximum d'entre eux qui se présentent aux élections municipales, pas nécessairement sous l'étiquette Civitas.

LNR – *Ce rassemblement marque le lancement de votre parti en vue des municipales ?*

A E – L'université d'été a pour ambition de former des cadres, intellectuellement, moralement, spirituellement. C'est la première étape.

LNR – *Vous représentez un parti controversé…*

A E – Dans notre démarche, il n'y a rien d'occulte, de dissimulé. C'est un engagement à livre ouvert.

LNR – *Vous vous inscrivez dans la République ?*

A E – Nous n'avons aucun attachement à la République. La philosophie de Civitas, c'est celle d'une France catholique, une France des terroirs et des clochers.

LNR – *On vous qualifie de « catholiques intégristes », « d'inquisiteurs des temps modernes », d'extrême droite…*

A E – Ce sont des qualifications que je réfute, même si je sais que cela fait partie de la sémantique

journalistique. C'est extrêmement réducteur. Nous sommes des catholiques traditionalistes. Nous nous fichons de ce que les médias disent de nous.

LNR – En 2012, vous êtes partis en croisade contre le mariage homosexuel…

A E – On défend cette position à 100 %. Nous avons toujours à notre programme l'abrogation de la loi Taubira.

LNR – Vous avez dit : " Nous refusons de mettre 700 ans, comme les Espagnols, pour retrouver nos terres et nos églises ". Vous maintenez cette déclaration ?

A E – C'est une petite phrase qui a été extraite. Mais j'assume. Notre adversaire, c'est le système et les mondialistes. Pour nous, la présence de l'islam en France et de l'immigration en France est la conséquence directe du mondialisme.

LNR – Que voulez-vous ?

A E – Rechristianiser les lois françaises et l'État français. Il faut retourner au " réel ", à la terre, à la vérité, aux principes essentiels à la famille traditionnelle, à la patrie.

Publié par

LÉO KERSAUZIE

La première Université d'été du Pays Réel, promotion Charles Martel, s'est déroulée près de Poitiers du 16 au 18 août 2018 et s'est révélée être un net succès pour ses débuts (malgré le déchaînement médiatique et les mensonges dont la presse a fait preuve les jours précédents cette université).

En effet, pas loin de 150 personnes de tous les âges sont venues de toute la France participer à cette toute nouvelle formule d'université d'été. De nombreux participants découvraient pour la première fois un parti politique catholique digne ce nom et, par la même occasion, ce qu'est réellement la Tradition Catholique, à travers les discussions qu'ils ont pu avoir avec les prêtres présents, les organisateurs et de nombreux militants de longue date, la bonne ambiance régnante tout au long de ces quelques jours et surtout par l'assistance à la messe de toujours. L'aumônerie était assurée par les religieux capucins de Morgon et des prêtres de la Fraternité Saint-Pie X.

Les conférenciers ont plus que relevé le défi, par leur interventions remarquables et pleine d'énergie. Les différentes analyses du monde actuel basé sur les droits de l'homme, ont permis de décortiquer ce système perverti et destructeur, et d'énoncer les différents remèdes possibles pour y remédier. Les ateliers pratiques, auxquels les étudiants ont participé de manière assidue, leur ont permis de mettre en action les principes énoncés lors des différentes conférences.

La prochaine UDT aura lieu en 2019.

Source: *http://www.civitas-institut.com/2018/08/22/images-de-premiere-udt-*

Naissance du Conseil Scientifique de Civitas, sous la présidence d'Hugues Petit

Le 18 septembre 2018

A la demande d'**Alain Escada**, **Hugues Petit** a accepté de lancer le ***Conseil Scientifique de Civitas*** et d'en prendre la direction.

Le professeur Hugues Petit[1], Maître de conférences *hre* en Histoire du droit et des institutions, est également ancien conseiller régional de Rhône-Alpes et ancien président du Conseil scientifique du FN.

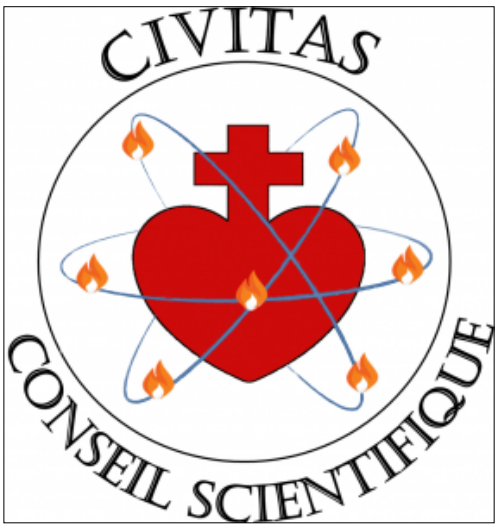
La première réunion de travail du Conseil Scientifique de Civitas se tiendra le samedi 29 septembre à Paris.

L'objectif est de rassembler des experts en différents domaines, qui rédigeront des propositions concrètes. Des colloques scientifiques seront également organisés.

Les personnes qui souhaiteraient proposer leurs compétences et postuler auprès du *Conseil Scientifique de Civitas* peuvent envoyer leur CV à secretariat@civitas-parti-catholique.com.

LÉO KERSAUZIE

1 - http://www.medias-presse.info/les-droits-de-lhomme-une-ideologie-destructrice-demontee-par-hugues-petit/96924/



Le professeur Hugues Petit

Vatican - Nationalisme et xénophobie, les bêtes noires du pape François

Le 20 septembre 2018

Le pape François est maître dans l'art de détourner les regards des problèmes brûlants qui ébranlent son pontificat. Dans la même veine que nos hommes politiques qui, dès qu'ils sont englués dans des impasses économiques, confrontés au mal-être social ou à une population exaspérée par l'insécurité migratoire, ressortent du placard ou créent ex-nihilo une sombre affaire de racisme ou anti-sémitisme, el papa argentin crie aujourd'hui au péril nationaliste.

A travers un texte envoyé pour une conférence sur le nationalisme et la gestion des flux migratoires il a tonné encore *« contre »* la prolifération de *« ces nouvelles formes de xénophobie et racisme »* qui seraient en train de se diffuser en politique.

Le colloque auquel était adressé ce document était organisé conjointement par le dicastère pour le développement du *Service humain intégral* et le *Conseil œcuménique des Églises* (COE), entité protestante, et soutenu par le *Conseil*

pontifical pour l'Unité des chrétiens. Il s'est tenu du 18 au 20 septembre 2018 au Vatican et s'est concentré sur l'expansion du soi-disant « nationalisme populiste » mis en relation avec l'accroissement de l'immigration. Son intitulé : *Xénophobie, racisme et nationalisme populiste dans le contexte des migrations mondiales.*

Dans son texte, l'actuel pontife a manifesté, à nouveau, sa contrariété envers *« la ligne dure »* de certains pays européens par rapport au phénomène migratoire. Lors du vote du « mariage » pour tous en Italie Jorge Maria Bergoglio s'était pourtant défaussé de son devoir de rappel de la loi divine en prétextant ne pas vouloir se mêler des politiques des pays. Mais sur ce sujet éminemment politique qu'est la gestion de l'immigration il est toujours en première ligne pour condamner l'action ferme des gouvernements qui s'y opposent.

Les messages pro-migrants bergogliens sont des ferments de dissolution des identités et des courroies de transmission du mondialisme apatride. Ce dernier n'a pas manqué à la règle. Improvisant son allocution [1] transmise par la salle de presse du Saint-Siège, l'immigrophile pape François a dénoncé *« de véritables actes d'intolérance, de discrimination ou d'exclusion, qui lèsent gravement la dignité des personnes impliquées et leurs droits fondamentaux, y compris même le droit à la vie et à l'intégrité physique et morale »* dans une optique toujours à sens unique de culpabilisation des Européens. Et a mis en garde contre *la montée du péril noir*, sirène anxiogène régulièrement claironnée pour maintenir les esprits dans le politiquement correct : *« Nous vivons à une époque où des sentiments que beaucoup pensaient dépassés, semblent reprendre vie et se répandre. Des sentiments de suspicion, de crainte, de mépris et même de haine à l'égard d'individus ou de groupes jugés différents en raison de leur appartenance ethnique, nationale ou religieuse, et en tant que tels, considérés comme indignes de participer pleinement à la vie de la société. »*

Accueil des participants par le Pape

Et d'en appeler à l'union des religions pour combattre ces *« nouvelles formes de xénophobie et de racisme »* pour *« contribue[r] à construire des sociétés fondées sur le principe de la sacralité de la vie humaine et sur le respect de la dignité de toute personne, sur la charité, sur la fraternité, – qui va bien au-delà de la tolérance – et sur la solidarité. »*

Le mondialisme pluri-ethnique et le syncrétisme pluri-religieux vont décidément bien ensemble ! Deux faces d'une même médaille vouée à disloquer les nations et étouffer la Vérité catholique par l'imposition à toute l'humanité d'un melting-pot bariolé et d'un relativisme mortel. Et, à l'heure présente, destinée à détourner l'attention des nombreux scandales qui s'accumulent sur la tête du pape latino-américain…

FRANCESCA
DE VILLASMUNDO

---

1 - https://fr.zenit.org/articles/racisme-lautre-est-un-frere-ou-une-soeur-a-aimer/

Les articles de MEDIAS-CATHOLIQUE.INFO vous informent et vous donnent une appréciation commentée de l'actualité religieuse **à la lumière de la doctrine de l'Eglise de toujours.**

Retrouvez cette ***LETTRE*** **de MEDIAS-CATHOLIQUE.INFO chaque semaine:**

- sur internet : **medias-catholique.info** *(en décalé d'une semaine)*
- ou dans votre boîte aux lettres, dès sa parution*(modalités d'abonnement papier page 16)*

Faites-la connaître autour de vous !

Une citation de Donoso Cortés qui nous rappelle qu'il n'y a pas d'autre solution que catholique

Le 26 août 2018

« *Il est pour nous hors de doute que tout mouvement politique et social qui s'éloigne des voies catholiques conduit les nations hors des voies de la civilisation, et les ramène aux temps barbares. Ce que la raison nous enseigne là-dessus, l'histoire nous l'atteste.* »

Donoso Cortés

PIERRE-ALAIN DEPAUW

Donoso Cortés (1809-1853),
écrivain et homme politique espagnol

Islam - Le salafisme défie toujours plus la France et l'Europe

Le 14 septembre 2018

Les responsables musulmans français ont beau dénoncé un « amalgame », le troisième rapport de *l'Institut Montaigne* sur la croissance du salafisme leur donne amplement tort: de quelques milliers salafistes dans les années 90, ils sont aujourd'hui quelques 50 000 adeptes déclarés, sans compter les autres donc. Un bond de 900 % !

L'Institut Montaigne, *think tank* libéral [laboratoire d'idées], est dirigé par le puissant homme d'affaires Henri de Castries et par le sociologue franco-tunisien Hakim El Karoui, ancien directeur chez *Rothschild & Cie Banque*, neveu de l'ex-premier ministre de Tunisie, Hamed Karoui, conseiller de l'ex-président de Tunisie Ben Alì. Ce curriculum vitae explique l'objectif de ce document publié le 10 septembre dernier. Tout en dressant un scanner de l'islam en France et de la montée du salafisme, il est un moyen pour les libéraux de l'Institut Montaigne d'imposer l'idée qu'il peut exister un islam à la française, un bon islam compatible avec *« les valeurs de la République »*.

Henri de Castries

Le rapport s'intitule « La fabrique de l'islamisme » et dénonce *« la progression de l'idéologie islamiste chez les musulmans de France »* grâce à *« des usines de production de l'islamisme »* (Frères musulmans en Égypte, wahhabisme en Arabie saoudite, « turco-islamisme en Turquie »…) et les réseaux sociaux. Cette idéologie islamiste s'opposerait à l'islam en tant que religion.

Le rapporteur El Karoui dit constater une *« progression de l'idéologie islamiste »* mais note toutefois que *« les islamistes […] sont largement minoritaires »*. Les salafistes – branche rigoriste de l'islam – *« gagnent du terrain à l'intérieur de la communauté »*, surtout chez *« les jeunes »*. Selon lui, la

France doit *« se doter de moyens et de réseaux importants pour diffuser [un] contre-discours »* aux thèses salafistes.

Pour Hakim El Karoui, l'enjeu est donc de réformer l'islam en France pour contrer cette influence de l'islamisme qui prendrait le dessus : *« Comme on a des militants d'un côté, et qu'en face personne ne dit autre chose, ils ont une influence très au-delà de leurs sympathisants ».* Il préconise donc la création d'une association musulmane pour l'Islam de France (AMIF). Cette institution serait en charge de la rémunération, la construction des lieux de culte, d'une taxe hallal, de la réorganisation des pèlerinages pour La Mecque, du travail théologique et de la lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme. Hakim El Karoui demande aussi que l'apprentissage de l'arabe soit relancé à l'école. En somme il veut « nationaliser » l'islam dans un pays qui prêche le laïcisme.

El Karoui, comme d'ailleurs le pape François, croit et espère en un nouvel islam progressiste. Mais celui n'existe pas ou alors il serait une négation de l'islam. L'islam, c'est celui qui ressort de *« la fabrique de l'islamisme »*, c'est celui du Coran. L'islam a une dimension idéologique tout en étant universaliste, absolutiste et théocratique : toute société ou pays où les musulmans sont en force doit se plier à la loi religieuse coranique qui fait office de la loi politique et civile. C'est pourquoi l'islam qui croît dans les pays européen devient un danger pour la civilisation européenne et chrétienne !

La montée du salafisme en France et en Europe, ce n'est ni plus ni moins que la montée de l'islam tout court !

FRANCESCA
DE VILLASMUNDO

Hongrie - Victor Orban évoque la génération anti-communiste, chrétienne et nationaliste

Le 7 août 2018

Le premier ministre hongrois, Victor Orban [1], en participant en Roumanie à la 21e édition de l'événement annuel appelé *Bálványos Summer Open University and Student Camp*, a énoncé ses idées pour l'Europe et la Hongrie.

Il a exprimé son souhait de faire de la Hongrie d'ici 2030 *« un des cinq meilleurs pays de l'UE où vivre et travailler »* et d'arrêter le *« déclin démographique »* de son pays.

Sa recette pour faire croître l'Europe centrale n'est pas la globalisation mais une alliance libre fondée sur les principes fondamentaux :

« Défendre sa propre culture chrétienne et refuser l'idéologie du multiculturalisme, défendre le modèle traditionnel de la famille et affirmer que chaque enfant a le droit d'avoir un père et une mère, défendre les secteurs et les marchés économiques stratégiques au niveau national qui sont d'importance cruciale, défendre ses propres frontières et refuser l'immigration. »

Orban a en outre dénoncé le déclin de la civilisation

européenne qui a modelé le monde en le reliant à l'Europe bruxelloise qui a rejeté les racines chrétiennes du Vieux continent, a imposé dans les arts *« le politiquement correct, « l'esprit de bureaucratie »* à la place de l'esprit d'entreprendre. Pour le ministre hongrois, *« il y a une faillite de l'élite européenne »* spécialement sur la gestion de la crise des migrants. Les chefs européens *« sont décalés et la Commission européenne est le symbole de cette faillite mais ses jours sont comptés. »*

« Notre devoir, a-t-il déclaré, *n'est pas de défendre des articles de foi, mais la dignité humaine, la famille et la nation, parce que le christianisme ne cherche pas à rejoindre l'universalité à travers l'abolition des nations, mais à travers la conservation des nations. » « La génération des années 90 est en train d'arriver pour remplacer la génération de 68. Pour la politique européenne, c'est le tour de la génération anti-communiste, qui a des convictions chrétiennes et des engagements pour la nation. »*

FRANCESCA
DE VILLASMUNDO

---

1 - http://www.ilgiornale.it/news/mondo/orban-europa-si-respinga-lideologia-multiculturalismo-1562731.html

Hongrie - Le parlement européen lance une procédure de sanctions contre la Hongrie accusée de populisme, mais...

Le 12 septembre 2018

Les parlementaires européens de l'ancien monde ont tenté, ce mercredi après-midi, de couper l'élan populaire - ou populiste s'ils préfèrent - par leur vote en faveur de sanctions contre la politique anti-immigration et souverainiste de la Hongrie. La résolution est passée avec 448 votes pour et 197 contre et 48 abstentions. C'est-à-dire que le *PPE*, parti européen auquel appartient à la fois le Premier ministre hongrois et Angela Merkel, a voté avec les partisans de l'abaissement des frontières, contre son allié Viktor Orban.

Des parlementaires européens saisis de frayeur face à la montée des « populismes »

C'est dire si les élections qui ont eu lieu dans l'*Union* ces derniers mois en Autriche, Hongrie, Allemagne, Italie, Suède, etc., qui toutes indiquent une volonté des peuples européens de retrouver leur souveraineté et de protéger leur identité culturelle, voire religieuse, inquiète cette assemblée de notables, voués aux oligarques et aux étrangers, qui sentent leurs sièges vaciller sous leurs séants, tandis que les élections européennes de 2019 pointent à l'horizon.

Ce vote, dont se félicitent si bruyamment les tenants de la politique de Macron et de Merkel, n'est en réalité que le premier pas d'une longue procédure qui demande à la fin l'unanimité des membres du Conseil pour être adoptée. Car la résolution votée par le Parlement n'est encore que : une invitation pour le Conseil européen *« à constater s'il existe un risque clair de violation grave, par la Hongrie, des valeurs visées à l'article 2 du traité UE et à adresser à la Hongrie des recommandations appropriées à cet égard ».* La Hongrie est donc encore assez loin d'être sanctionnée et d'ici que la question se pose réellement, il va couler de l'eau sous les ponts et notamment une élection capitale pour tous les pays de l'*Union*, celle des élections européennes de 2019 où les souverainistes patriotes pourraient renverser la situation.

Une telle procédure avait déjà été lancée contre la Pologne, mais la Hongrie y avait opposé son veto et elle n'avait pas pu aboutir.

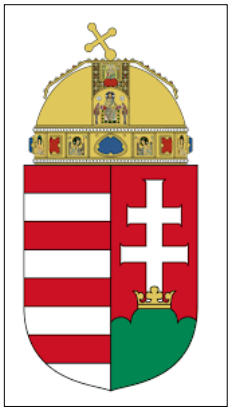
Vers un axe des « populismes »

Ce vote est une démonstration pour M. Orban de ce que vaut le *PPE*, parti auquel il se rattache au Parlement européen; une bonne occasion de lui claquer la porte au nez et de rejoindre le parti *ENL (Europe des Nations et des Libertés)* auquel appartient notamment son ami Salvini, de la *Ligue italienne*, ainsi que le *Rassemblement national* (ex-FN), qui y compte la grande majorité des membres. De fait, Viktor Orban est depuis longtemps considéré comme allié des souverainistes identitaires, au sein de l'*UE*, tant par ses amis politiques

que par ses adversaires. Il est donc loin d'être isolé dans l'*Union* et le temps travaille en sa faveur.

Il a été reproché à M. Orban et aux « populistes » en général, notamment par M. Macron, de vouloir l'argent de l'*Union* sans vouloir se plier aux règles de l'*Union*. Or les règles de l'*Union* doivent être au service des peuples et non les peuples au service des règles, elles peuvent donc être changées, n'en déplaise à M. Macron et à ses amis mondialistes.

Au cœur de l'affaire, l'abaissement des frontières au profit d'une immigration de masse en provenance de pays musulmans, ce contre quoi, Viktor Orban, le populaire premier ministre de Hongrie, a été le premier à s'élever au sein de l'*Union européenne* avec ses alliés du groupe de *Visegrad* (Pologne, Slovaquie, Tchéquie, Hongrie), en élevant des barrières aux frontières de la Hongrie et donc aussi de l'espace Schengen. Ce qui devrait réjouir les tenants de l'espace Schengen.



Les mondialistes de l'*UE* tentent par tous les moyens d'empêcher une victoire des patries aux prochaines élections européennes

Après la séquestration, par les juges rouges du Parquet National Financier [1], avant tout procès, de la dotation d'État due au *Rassemblement national* (ex-FN) pour l'éradiquer, on voit que tous les moyens sont bons pour les immigrationnistes, pour entraver la volonté populaire des nations et empêcher le renversement de majorité au Parlement européen qui tient une chance historique de passer de la gauche oligarchique à la droite identitaire et souverainiste.

FRANCESCA DE VILLASMUNDO

1 - http://www.medias-presse.info/qui-a-dit-que-la-justice-doit-etre-juste-et-independante-photo-des-membres-du-parquet-national-financier-qui-poursuit-fillon-et-marine-le-pen/70826/

Hongrie - La grande intox du parlement européen « sur la violation des valeurs européennes »

Le 12 septembre 2018

Aujourd'hui mercredi 12 septembre, les eurodéputés ont voté pour le déclenchement de l'article 7 contre la Hongrie. Il s'agit du mécanisme le plus radical visant un pays accusé par le Parlement européen de porter atteinte *« aux valeurs fondamentales »* de l'*UE* à travers sa politique. En fait cette procédure permet de museler toute opposition aux politiques immigrationniste et anti-famille décrétées par les technocrates de Bruxelles. C'est l'arme de la censure politique.

La résolution adoptée par 448 voix contre 197 et 48 abstentions, listait ce que les institutions européennes qualifient de violations de la démocratie et des droits de l'homme en Hongrie depuis l'arrivée au pouvoir du *Fidesz*, le parti du Premier ministre

Viktor Orbán. Ce dernier est donc accusé par un Parlement européen aux bottes de la pensée unique et du politiquement correct et vendu au mondialisme de porter atteinte aux valeurs fondamentales de *l'Union européenne.*

L'article 7 est souvent qualifié d'*« arme nucléaire »* institutionnelle, car il peut mener en fin de course à une suspension des droits de vote au Conseil de l'*UE*, l'instance où les 28 contribuent à façonner les législations européennes.

En comparaison, les procédures d'infraction que peut lancer la Commission contre des pays violant le

droit de l'*UE*, beaucoup plus courantes, ne peuvent conduire en dernier ressort qu'à des sanctions financières.

Viktor Orbán s'est courageusement défendu, hier mardi 11 septembre, devant le Parlement européen. Il a martelé que son pays ne céderait pas au *« chantage »*. *« Je n'accepterai pas que les forces pro-immigration nous menacent, fassent un chantage et calomnient la Hongrie sur la base de fausses accusations »*, a lancé le dirigeant ultra-conservateur à l'adresse des parlementaires. Il a ensuite qualifié le débat d'*« absurde »*, lors d'une conférence de presse. *« Le présent rapport bafoue l'honneur de la Hongrie et du peuple hongrois. Les décisions hongroises sont prises par les électeurs »*, a expliqué le premier ministre hongrois, estimant que son pays était puni pour avoir une vision *« différente »* sur la *« nature chrétienne de l'Europe »*, le *« rôle des nations »*, la *« vocation de la famille »* ou encore les *« questions migratoires »*.

FRANCESCA
DE VILLASMUNDO

Hongrie - Mgr Andras Veres : *« Le gouvernement hongrois a seulement cherché à défendre l'Europe »*

Le 16 septembre 2018

« Nous sommes tristes parce que nous sommes contents du travail que le gouvernement a accompli ses derniers temps. »

C'est le président de la *Conférence épiscopale hongroise*, Mgr Andras Veres, qui a prononcé cet éloge de la politique de Victor Orban tout en condamnant la récente décision de *l'Union européenne* d'imposer des sanctions à la Hongrie [1].

C'est de la ville de Poznan, où se sont réunis les évêques du Vieux continent pour leur annuelle assemblée plénière, que le haut prélat hongrois s'est exprimé vendredi dernier en marge de la rencontre. Pour la Conférence épiscopale de Hongrie l'action politique de l'exécutif hongrois vise à la défense *« de l'Europe et du pays »* en combattant *« l'islamisation »* de la société européenne. *« Malheureusement l'histoire se répète. La Hongrie a souffert déjà d'une attaque puissante de la part de l'islam au XVIe siècle et nous avons de très mauvais souvenirs parce que l'Église a été totalement détruite. »*

Mgr Veres a rappelé que l'actuel gouvernement bénéficie d'un important appui populaire : *« On peut dire que les gens sont en faveur de ce gouvernement. »*

Sur la gestion des phénomènes migratoires, le prélat hongrois a rappelé la position de l'Église hongroise :

« Nous ne sommes pas contre les migrants mais le système que l'Union européenne veut n'est pas celui que veut le gouvernement hongrois qui préconise que l'aide doit être apportée aux personnes là où elles sont.

« Tous ceux qui sont venus en Hongrie ont été aidés. Même s'il faut le dire, personne ne veut rester en Hongrie mais aller en Allemagne ou en France. En 2015, une foule immense est arrivée et, à cette occasion, le gouvernement et l'Église catholique ont essayé de tout faire de tout pour les aider et pour les accueillir. »

En conclusion de son intervention, le prélat magyar a laissé entendre qu'il soutient « la ligne dure » d'Orban : *« Qui désire accueillir les migrants dans son pays peut le faire mais ceux qui ont des problèmes avec cette solution doivent être respectés. Tous les pays sont libres et doivent décider pour eux-mêmes. »*

Mgr Veres a tenu là un

discours qui est bien loin des éternelles jérémiades auxquelles nous ont habitués des clercs inféodés à la pensée unique immigrationniste. La Hongrie a encore de la ressource !

FRANCESCA
DE VILLASMUNDO

---

1 - http://www.medias-presse.info/la-hongrie-ne-cedera-pas-au-chantage-video-du-discours-chretien-et-patriote-de-viktor-orban-devant-le-parlement-europeen/97926/

Hongrie - Orban et Poutine s'entendent pour la défense de la civilisation chrétienne et des chrétiens dans le monde

Le 18 septembre 2018

Le Premier ministre hongrois et le président Poutine se sont rencontrés en Russie le mardi 18 septembre 2018 pour renforcer leurs accords sur les projets d'énergie nucléaire qu'ils ont en commun. Ils en ont profité, au cours d'un point de presse, pour rappeler leurs désirs réciproques d'intensifier leur rapprochement, non seulement par des contrats énergétiques mais aussi par des échanges commerciaux et culturels.

« Nous attachons une grande importance à la préservation et au renforcement de la culture chrétienne »

Toujours préoccupé par la pérennité de la civilisation chrétienne aujourd'hui lourdement remise en cause par les institutions européennes et par l'invasion migratoire en provenance des pays musulmans, - elle aussi voulue par les autorités de Bruxelles -, Viktor Orban a tenu à rappeler en présence de la presse internationale, l'unité de point-de-vue entre la Russie et la Hongrie sur la défense de la civilisation chrétienne et des chrétiens en général:

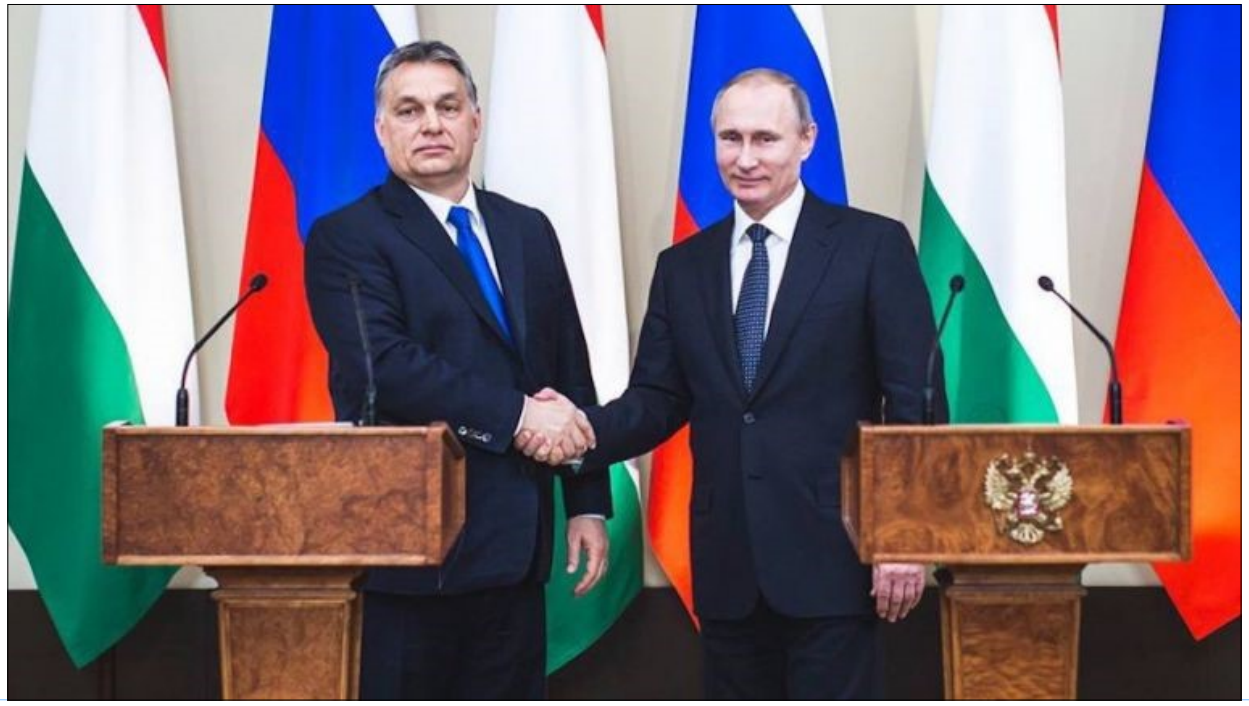
La Hongrie a des intérêts multiples. Nous avons tiré des leçons de l'histoire au cours des 100 dernières années. Quand il y avait des tensions entre l'Europe occidentale et orientale, les choses étaient toujours mauvaises pour les Hongrois. Et quand l'Ouest et l'Est ont coopéré, les choses ont été bonnes pour la Hongrie. La Hongrie s'intéresse donc à la meilleure coopération possible entre ces deux parties du monde.

Le président [Poutine] a évoqué les principales questions dont nous avons discuté lors des négociations de ce jour, mais je voudrais ajouter qu'**il existe un domaine particulier de notre coopération: nos deux pays appartiennent à la civilisation chrétienne. Nous attachons une grande importance à la préservation et au renforcement de la culture chrétienne dans le monde moderne et, à cette fin, nous faisons ce que nous pouvons; nous essayons de soutenir les chrétiens en danger.** Au nom de la Hongrie, je peux dire que les Hongrois ont toujours apprécié les réalisations culturelles des autres pays. Nous sommes certainement fiers de nos propres réalisations, mais la Russie jouit d'un énorme prestige dans notre pays à cet égard [1].

« L'immigration est encouragée avec des prestations élevées »

Immédiatement après un journaliste hongrois a interrogé Vladimir Poutine sur l'immigration, un problème qui préoccupe tout particulièrement les Hongrois et leur Premier ministre qui s'est fait mettre en minorité sur ce sujet par le Parlement de Strasbourg, dernièrement, qui réclame des sanctions à l'encontre de son pays:

Question: *J'aimerais demander au président*



Poutine: que pensez-vous de la crise de l'immigration en Europe? Pensez-vous que le nombre d'immigrants restera le même ou continuera de croître? Je vous remercie.

Vladimir Poutine: Vous savez, ce n'est pas facile pour moi de commenter des questions qui ne nous concernent pas directement. Nous avons nos propres problèmes, nos propres problèmes concernant les étrangers en Fédération de Russie. Dans une certaine mesure, cette question n'est pas plus facile pour nous que pour l'Union européenne, mais nous n'avons pas de frontières avec les pays d'origine des immigrants. Cependant nos problèmes ont leurs propres défis, même si, en règle générale, ce sont des personnes originaires des anciennes républiques soviétiques – ce qui signifie que souvent, ils parlent le russe, ils comprennent les bases de notre culture et s'adaptent plus facilement à la Russie. Mais ce n'est toujours pas un processus simple et il y a des problèmes, y compris sur le marché du travail.

En ce qui concerne l'*Union européenne*, la situation est plus compliquée à cet égard, je pense. Des personnes ayant des traditions culturelles complètement différentes arrivent dans les pays européens. L'adaptation est un processus très difficile. Ce sont des problèmes qui doivent être résolus au sein de l'*Union européenne*, pas en Russie.

Compte tenu des circonstances actuelles, il est peu probable que l'afflux d'immigrants diminue. Premièrement, il y avait des immigrants de Syrie, d'Irak et d'autres pays du Moyen-Orient. Maintenant, il y a aussi des nouveaux venus de l'Afrique noire. Ce nombre ne cesse de croître, la situation ne change que géographiquement et le flux entrant augmente à nouveau.

Dans l'ensemble, il est clair que l'immigration en Europe est potentiellement massive et qu'il s'agit de politique. Si l'immigration est encouragée avec des prestations élevées et d'autres formes d'aide, pourquoi l'afflux d'eau s'arrêterait-il? Je ne comprends pas très bien cela. Mais, encore une fois, nos collègues européens doivent décider eux-mêmes de ce qui est meilleur pour l'*UE* et son développement. Voilà! [1]

La Russie, *« une alternative au mondialisme »*

Viktor Orban a été l'un des plus virulents opposants au communisme et aux autorités soviétiques de son pays du temps de l'URSS, et l'un des plus fervents promoteurs de l'indépendance de la Hongrie. Mais il n'a pas oublié non plus les trois siècles de domination musulmane turque qu'a subi la Hongrie.

Cette rencontre entre Poutine et Orban était la septième depuis 2014. Une relation qui arrange les deux chefs d'État, tous les deux maltraités par l'*Union européenne.* Après le vote sanction du Parlement européen contre la politique hongroise de la semaine dernière, la rencontre de mardi tombait à point nommé pour Viktor Orban bien décidé à montrer qu'il ne manque pas d'un puissant allié sur son flanc est et qui partage son point-de-vue concernant l'identité chrétienne. Au moment où l'Italie avec Matteo Salvini (Liga), l'Autriche avec Hainz-Christian Strache (ÖVP) ou la France avec Marine Le Pen (Rassemblement National) réclament la levée des sanctions contre la Russie, les deux chefs d'État ont tous les motifs de s'épauler mutuellement.

« *Aujourd'hui, de très nombreuses forces politiques en Europe se tournent vers la Russie, cherchant en elle une sorte d'alternative à cette idéologie mondialiste, non seulement la Hongrie, mais aussi une partie de la société française, en Allemagne, en Italie* souligne Andreï Sidorov de l'Université de Moscou. *Mais la Hongrie a été constante dans la poursuite de sa politique de défense de ses intérêts nationaux. Pour la Russie, c'est très important, car nous défendons aussi nos intérêts nationaux*« . [2]

La Russie a tissé des liens économiques forts avec la Hongrie en lui accordant un prêt de 10 milliards d'euros pour la construction de la centrale nucléaire Paks 2 qui fait débat et ne plait pas du tout à la commission de Bruxelles.

La question ukrainienne est un autre point qui rassemble Moscou et Budapest, car la Hongrie à l'identité forte et enracinée dans l'Histoire est à l'opposé des aspirations euro-atlantiques et mondialistes de Kiev, et les relations entre l'Ukraine et le pays magyar ne sont pas des meilleures, Kiev ayant limité la langue hongroise dans les écoles. Or, cela devrait affecter 16 000 enfants en Transcarpatie ukrainienne où vit une diaspora de 100 000 magyars.

Emilie DEFRESNE

---

1 - http://en.kremlin.ru/events/president/news/58586

2 - https://fr.euronews.com/2018/09/17/poutine-orban-une-alliance-qui-ne-doit-rien-au-hasard

Suède - Les identitaires suédois, avec près de 18% des voix, s'estiment « les grands gagnants » des législatives

Le 10 septembre 2018

Avec environ 18% des voix, - alors que les résultats connus ne sont pas encore définitifs -, les identitaires suédois sont déterminés à tenter une coalition avec les conservateurs qui ont obtenu, pour leur part, prés de 20% des voix. **Cette forte poussée des identitaires en Suède pourrait être déterminante lors des élections européennes de 2019 qui, de plus en plus, s'annoncent capables de renverser la majorité du Parlement européen, car elle confirme « le sens de l'Histoire »** chère aux marxistes, **mais vers un retour des patries (la terre des ancêtres) en *Union européenne*.**

L'importante percée des identitaires n'est cependant pas aussi forte que le laissait prévoir les sondages. **Gonfler les sondages de ceux qu'on veut perdre est une tactique bien connue pour démobiliser les troupes de l'adversaire tout en galvanisant les siennes.** Une tactique qui pourrait être tenue en échec si le « front républicain » à la suédoise venait à craquer et se transformer en « front du refus ».

Les Démocrates de Suède (SD), formation anti-immigration, nationaliste et europhobe obtiendrait 17,6 % des votes, après 12,9 % en 2014, échouant à devenir le deuxième plus grand parti de Suède.

Mais s'ils progressent moins qu'entre 2010 et 2014, les Démocrates de Suède se sont durablement imposés dans le débat politique et émergent en faiseur de rois entre les deux blocs. *« Nous sommes les grands gagnants de cette élection* (…). *Nous allons exercer une véritable influence sur la politique suédoise »*, a lancé un Jimmie Åkesson triomphant à ses partisans réunis dans un restaurant de la capitale. *« Je suis prêt à parler, à coopérer, à négocier avec tous les partis, mais je veux surtout inviter Ulf Kristersson à négocier »*, a-t-il ajouté.

Jimmie Akesson, chef du parti nationaliste Démocrate

L'opposition est déterminée à déloger les sociaux-démocrates mais pour construire une majorité solide, il lui faudrait dynamiter le cordon sanitaire qui, jusqu'ici, tenait les Démocrates de Suède à distance d'une influence politique directe. [1]

Les résultats de cette élection étant très fragmentés, de longues tractations s'annoncent pour la place de Premier ministre habituellement dévolue à la majorité parlementaire.

Ni le bloc *« rouge-vert »* sortant ni l'opposition du centre et de la droite n'ayant obtenu plus de 50 % des 349 mandats en jeu au Riksdag, le parlement suédois, de longues tractations s'annoncent de part et d'autre dans les semaines à venir. Les résultats encore provisoires donnaient les deux camps à égalité parfaite, à 143 mandats chacun.

[…] Le Parti social-démocrate du premier ministre Stefan Löfven perd près de trois points par rapport aux législatives de 2014, tombant à 28,4 % des suffrages, selon des résultats portant sur 99,8 % des circonscriptions.

[…] Le scrutin s'avère également décevant pour les conservateurs d'Ulf Kristersson qui perdent 3,5 points en quatre ans, atteignant 19,8 % des voix. [1]

Cette poussée des identitaires en Suède est un signe encourageant de plus pour un renversement de majorité au Parlement européen en 2019 au profit des eurosceptiques, identitaires, nationalistes et… de l'identité chrétienne.

D'abord triomphants à l'annonce des premiers résultats de sortie des urnes (16%) des Démocrates identitaires suédois, les médias « mainstream » ont du réviser à la baisse leur enthousiasme au cours de la nuit, puisque les résultats ont progressé jus-

qu'à prés de 18% et sont encore susceptibles de s'affiner au moment où j'écris cet article. S'appuyant sur les 16% annoncés un peu vite, les journalistes péroraient déjà sur une résistance d'un peuple suédois *exemplaire*… Or ce résultat confirme bien la poussée du **front du refus** de l'immigration-invasion dans tous les pays de l'*Union européenne.*

EMILIE DEFRESNE

1 - https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/09/09/legislatives-en-suede-la-droite-et-la-gauche-au-coude-a-coude-l-extreme-droite-progresse_5352715_3214.html

Vatican - L'accord entre Chine et Vatican se précise, malgré le démenti du printemps

Le 19 septembre 2018

Au printemps dernier, la salle de presse du Vatican avait démenti l'éminence de la signature [1] d'un accord entre la Chine et le Saint-Siège. Un démenti

diplomatique démenti dans les faits. Rien d'étonnant dans un Vatican qui n'est pas à une entourloupe près.

A pas feutrés, durant le lourd été, en sourdine, Chinois et Romains ont avancé leurs pions pour faire éclore cet accord qui permettra au gouvernement communiste chinois d'avoir la main-mise sur l'Église catholique. Régulièrement le courageux cardinal Zen, évêque émérite de Hong-Kong, a dénoncé les négociations [2] en vue de cet accord contre-nature, bénédiction vaticane de l'Église schismatique chinoise.

Le quotidien officieux du Saint-Siège, *Vatican Insider* [3], informe ses lecteurs aujourd'hui qu' *« une délégation vaticane se prépare à aller en Chine d'ici la fin septembre, pour signer l'accord attendu depuis longtemps sur les procédures pour les nominations des futurs évêques catholiques ».* Le journaliste bien en cour vaticane, Gianni Valente, signale que : *« C'est le* Global Times *qui a révélé cette nouvelle… Après les nombreuses 'fausses alertes' lancées par les lobbies et agents opposés à l'entente entre Pékin et le Vatican, cette fois-ci l'indiscrétion paraît crédible par la source qui la diffuse : le site web en langue anglaise (le Global Times, ndlr) est considéré l'organe semi-officiel du Parti Communiste chinois…»*

« Global Times, *continue Valente, affirme qu'entre les deux partis il n'y a pas eu de 'disputes sur des questions de principes' et que 'si la rencontre se passe bien, l'accord pourrait être signé'. Le quotidien en ligne révèle que la légitimation canonique des 7 évêques chinois consacrés sans le consentement pontifical fait partie de l'accord, y compris ceux pour lesquels avait été déclaré la peine d'excommunication. Il conclut en soulignant que pour le moment le dialogue se déroule 'sur le plan religieux' laissant en-dehors l'aspect politique des relations diplomatiques entre Pékin et le Vatican ».*

Le scénario auquel s'est opposé avec force le cardinal Zen [4] se réalisera donc si l'accord est signé : les évêques appartenant à l'Église patriotique chinoise, c'est-à-dire de l'Église officielle

reconnue par le gouvernement chinois, par le biais de l'Association Patriotique Catholique, satellite du Parti communiste, *« faux évêques » « illégitimes » et « excommuniés »* [5], vont donc être reconnus par le Vatican. Formés par la dictature de la pensée athée qui gouverne la Chine depuis des décennies, ils vont avoir la main libre et lourde pour assujettir la pauvre Église clandestine qui avait jusqu'à maintenant résisté à l'absolutisme idéologique communiste. Pour Mgr Zen, cet accord sacrifie cette Église souterraine fidèle d'où sont sortis de nombreux martyrs et met les catholiques, clercs et fidèles, sous le joug politique du gouvernement communiste.

Mais ces considérations théologiques, doctrinales et humaines, cette mort programmée de la fidélité catholique en Chine sur l'autel d'une hypothétique amélioration et expansion du catholicisme chinois, qui dans les faits n'est ni plus ni moins que la main mise du Parti Communiste sur tous les organes et âmes de l'Église, n'ont pas fait reculer la Rome bergoglienne…

« Maintenant nous allons mourir des mains de notre Père », clamait avec douleur le cardinal Zen en 2016. *« Tout est accomplit »* sera bientôt son cri…

Francesca de VILLASMUNDO

---

1 - http://www.medias-presse.info/le-vatican-dement-limminence-dun-accord-avec-la-chine/89516/
2 - http://www.medias-presse.info/chine-le-vatican-met-en-place-des-eveques-illegitimes-proches-du-gouvernement-communiste-chinois/86900/
3 - http://www.lastampa.it/2018/09/18/vaticaninsider/global-times-si-avvicina-laccordo-sui-vescovi-tra-cina-e-vaticano-ZR4BVivZb0JZKErdQB9grK/pagina.html
4 - http://www.medias-presse.info/chine-le-vatican-met-en-place-des-eveques-illegitimes-proches-du-gouvernement-communiste-chinois/86900/
5 - http://www.medias-presse.info/chine-vatican-laccord-se-precise-le-saint-siege-acceptera-7-eveques-nommes-par-pekin/87065/

Vatican - Chine et Vatican ont signé l'accord sur la nomination des évêques

Le 22 septembre 2018

L'accord tant redouté [1] par le cardinal chinois Jospeh Zen, évêque émérite de Hong-Kong, vient d'être signé entre la Chine communiste et le Vatican.

Les deux parties viennent de publier, ce 22 septembre 2018, un communiqué officiel sur cet accord *« provisoire »* qui traite *« de la nomination des évêques, question de grande importance pour la vie de l'Église, et crée les conditions pour une plus large collaboration bilatérale ».* Il est le *« fruit d'un rapprochement graduel et réciproque »*, rédigé après *« un long parcours de négociations réfléchies »* et qui prévoit « des évaluations périodiques ».

Des négociations discrètes entre le Saint-Siège et la Chine populaire avaient repris depuis 2014. Régulièrement, des délégations de Pékin ont été accueillies à Rome, et des représentants du Vatican se sont rendus en Chine.

Pour faire avaler ce blanc-seing donné au gouvernement athée de Chine de peser sur les nominations des prélats et de faire reconnaître les évêques schismatiques de l'Église officielle, le Saint-Siège use de l'argument-massue sensé fermer la bouche des récalcitrants : l'accord a été signé, dit-il, en vue d'un grand bienfait futur, la *« paix dans le monde ».* Le communiqué insiste sur le *« souhait partagé »* des deux signataires : *« que cette entente favorise un parcours de dialogue institutionnel fécond et à long terme, et qu'il contribue positivement à la vie de l'Église catholique en Chine, au bien du Peuple chinois et à la paix dans le monde ».*

Greg Burke, directeur du Bureau de presse du Saint-Siège, a conclu en précisant : *« L'objectif de l'accord n'est pas politique mais pastoral, et il permet aux fidèles d'avoir des évêques en communion avec Rome et en même temps reconnus par les autorités chinoises. »*

En Chine populaire, il existe quelques 17 millions de baptisés, selon l'agence AsiaNews : 4 ou 5 millions

dans *l'Association patriotique* et quelques 12 millions dans l'Église clandestine qui n'adhère pas à cette Association reconnue par l'État. Avec cet accord, le Vatican livre l'Église souterraine à l'Association patriotique chinoise, courroie de transmission du Parti Communiste au pouvoir.

C'est cette terrible réalité qu'a maintes fois dénoncé le cardinal Zen en mettant en garde contre l'"unification" proposée de l'Église de Chine, entre une Église officielle et une Église souterraine : cette unification *« obligera quiconque [à entrer] dans cette communauté. Le Vatican donnerait ainsi sa bénédiction à une Église schismatique nouvelle et plus forte, lavant la mauvaise conscience de ceux qui sont déjà volontairement des renégats et des autres qui sont prêts à les rejoindre ».*

Loin d'accepter benoîtement le raisonnement du Saint-Siège qui considérait nécessaire un accord pour éviter un schisme, il osait rappeler la réalité du schisme chinois : *« Certains disent que tous les efforts pour parvenir à un accord [entre la Chine et le Saint-Siège] visent à éviter un schisme ecclésial. C'est ridicule! Le schisme est déjà là, dans l'Église indépendante. Les papes ont évité d'utiliser le mot 'schisme' parce qu'ils savaient que beaucoup dans la communauté catholique officielle n'y étaient pas de leur plein gré, mais sous une forte pression ».*

Sa voix courageuse n'aura pas été entendue par le pape François avide de s'unir avec tout et son contraire pour construire un monde de paix, utopique dessein messianiste de l'idéologie progressiste maçonnique. Mais quelle paix universelle pourrait donc sortir de tels accords désaccordés qui relèguent Dieu et sa Vérité à la dernière place ?

La paix ne peut se trouver que par le règne du Christ : *« pour ramener et consolider la paix, Nous ne voyions pas de moyen plus efficace que de restaurer la souveraineté de Notre Seigneur. »*[2]

FRANCESCA DE VILLASMUNDO

---

1 - http://www.medias-presse.info/laccord-entre-chine-et-vatican-se-precise-malgre-le-dementi-du-printemps/98160/

2 - *Quas Primas*, lettre encyclique de Sa Sainteté le pape Pie XI, 11 décembre 1925.

Lecture - Un magnifique livre photographique sur les capucins de Morgon, signé Jean-François Talivez

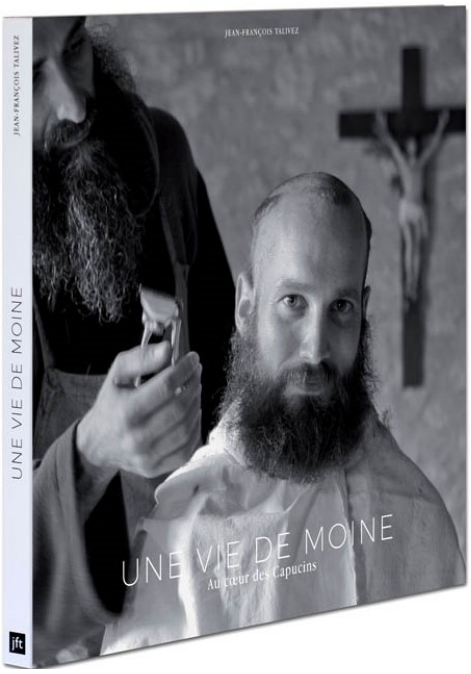
Le 10 août 2018

Un magnifique livre photographique sur les capucins de Morgon signé Jean-François Talivez, photographe professionnel depuis plus de 35 ans, est sorti il y a quelques semaines. Ces photographies ont également donné lieu à une exposition.

Il s'agit là d'un magnifique ouvrage artistique qui allie la beauté de la photo et de ses couleurs avec l'exposition de la grandeur de cette vie si pauvre qui fait la richesse des fils de Saint François.

Nous ne pouvons en courager tous nos amis qui lisent MPI à lire et à offrir ce magnifique ouvrage !

XAVIER CELTILLOS



Ils marchaient tous ensembles, tels des visiteurs d'un autre âge. D'un pas rapide et décidé n'ayant visiblement aucun doute quant à leur destination. Déterminés et souriants, ils marchaient… vite ! Mon boîtier, une photo. Cette photo, un peu "volée", déclenche aussitôt un magnifique sourire. Le contact est fait. Toujours souriants, mais pratiquement sans un mot, les hommes en robe de bure s'évaporent dans le sous-bois. En partant, ils m'ont tendu une petite médaille, une médaille représentant la Vierge.

Quelques clichés ne suffiront pas à assouvir mon enthousiasme, l'idée de réaliser un livre photographique s'impose. D'autant que le sujet me correspond parfaitement, j'aime ce qui est simple, sobre ; et ces religieux qui vivent dans une simplicité absolue, (d'aucuns parleraient d'austérité) incarnent incontestablement l'authenticité que je recherche toujours dans mon travail. Je trouve aussi que la robe de bure, "l'uniforme" des Frères, est particulièrement graphique et se prête parfaitement au style d'exercice photo que j'affectionne. Enfin, s'il fallait encore une raison pour expliquer ce qui m'a poussé à faire ce livre, je parlerais d'un choc. Choc de voir à quel point ces hommes sont radieux. Eux, qui après avoir fait des études, s'étaient préparés à une vie "comme tout le monde" ; eux, qui ont quitté famille et amis. Eux, qu'on pourrait imaginer graves et austères, voire taciturnes. Pas du tout ! les hommes que j'ai rencontrés rayonnent de joie de vivre !

Ce livre est avant tout le témoignage d'une magnifique et inoubliable rencontre.

172 pages - Format 30x30cm - Couverture rigide.
Textes en français et anglais.
Imprimé sur papier certifié PEFC.

Achevé d'imprimé et dépôt légal juin 2018 - ISBN : 978-2-9564019-0-2

Prix public : 40 euros (+10 euros de frais de livraison)

Pour commander:
http://www.talivez.com/boutique.html

SOMMAIRE

☐ 1ère Université d'été du Pays Réel: quand le président de Civitas répond aux journalistes - *politiquement incorrect garanti ...*	1
☐ La première Université d'été du Pays Réel, promotion Charles Martel	2
☐ Naissance du Conseil Scientifique de Civitas, sous la présidence d'Hugues Petit	3
☐ Vatican - Nationalisme et xénophobie, les bêtes noires du pape François	3
☐ Une citation de Donoso Cortés qui nous rappelle qu'il n'y a pas d'autre solution que catholique	5
☐ Islam - Le salafisme défie toujours plus la France et l'Europe	5
☐ Hongrie - Victor Orban évoque la génération anti-communiste, chrétienne et nationaliste	6
☐ Hongrie - Le parlement européen lance une procédure de sanctions contre la Hongrie accusée de populisme, mais…	7
☐ Hongrie - La grande intox du parlement européen *« sur la violation des valeurs européennes »*	8
☐ Hongrie - Mgr Andras Veres : *« Le gouvernement hongrois a seulement cherché à défendre l'Europe »*	9
☐ Hongrie - Orban et Poutine s'entendent pour la défense de la civilisation chrétienne et des chrétiens dans le monde	10
☐ Suède - Les identitaires suédois, avec près de 18% des voix, s'estiment « les grands gagnants » des législatives	12
☐ Vatican - L'accord entre Chine et Vatican se précise, malgré le démenti du printemps	13
☐ Vatican - Chine et Vatican ont signé l'accord sur la nomination des évêques	14
☐ Lecture - Un magnifique livre photographique sur les capucins de Morgon, signé Jean-François Talivez	15

BULLETIN D'ABONNEMENT et de SOUTIEN

À retourner complété à: MEDIAS-PRESSE-INFO — - 105 route des Pommiers - Centre UBIDOCA, 10125
74370 SAINT-MARTIN-BELLEVUE - France

Je m'abonne à la *LETTRE* **de MEDIAS-CATHOLIQUE.INFO** (parution hebdomadaire) pour:

☐ **6 mois** (25 à 27 numéros): **70 euros** ☐ **1 an** (50 à 54 numéros): **110 euros** *(Tarifs pour l'étranger: nous consulter)*

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle NOM : Prénom:

Adresse complète :

Code postal et Ville:

Je soutiens la *LETTRE* **de MEDIAS-CATHOLIQUE.INFO** par un don de :

Règlement : ☐ par chèque bancaire ci-joint (à l'ordre de MEDIAS-PRESSE-INFO)

☐ par carte de crédit (Paypal) sur le site: *medias-catholique.info*